

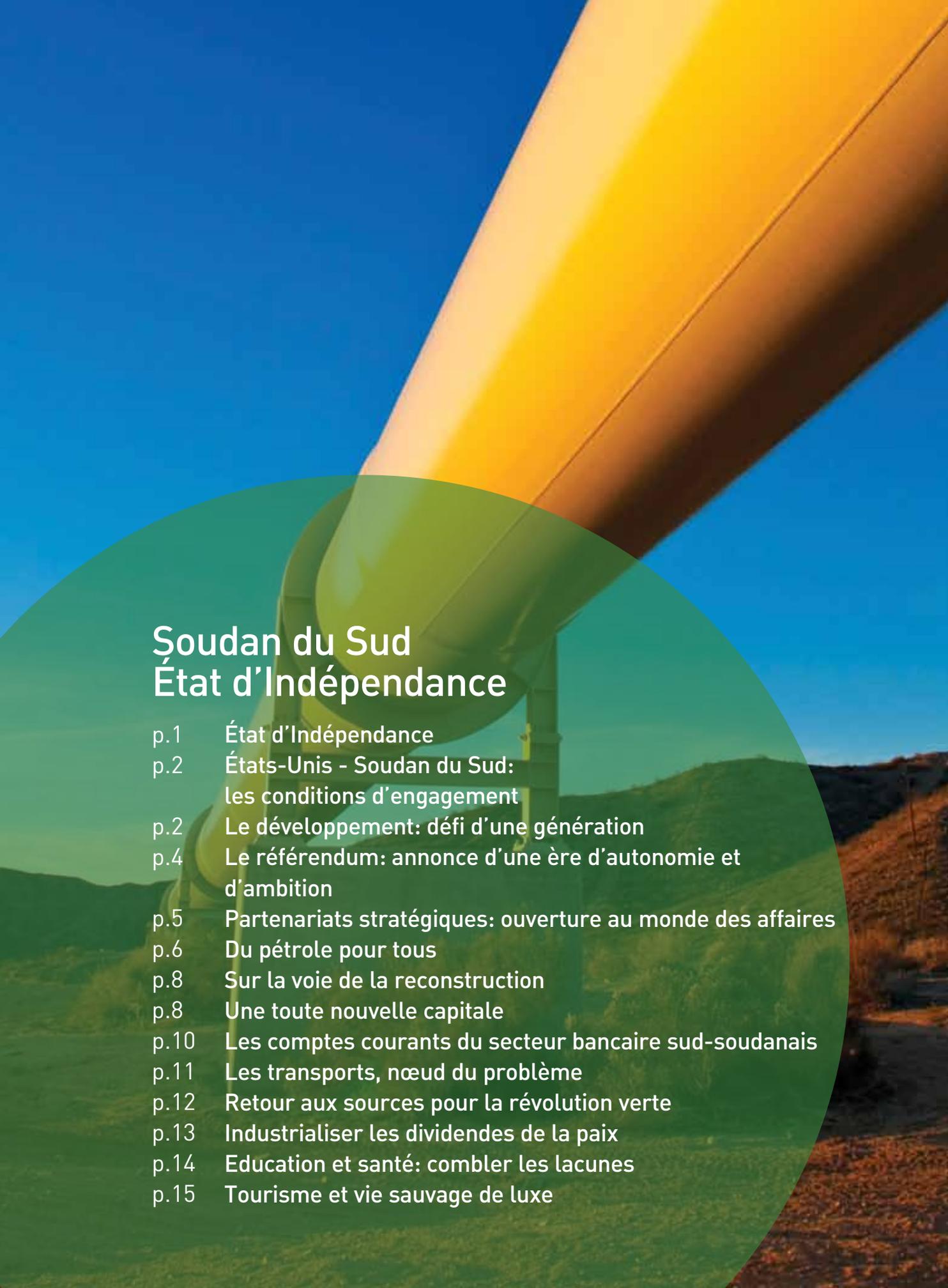
Avec les compliments du
World
Profile Group

SOUDAN DU SUD État d'Indépendance

Publié dans

Newsweek

7 MAI 2012



Soudan du Sud État d'Indépendance

- p.1 État d'Indépendance
- p.2 États-Unis - Soudan du Sud:
les conditions d'engagement
- p.2 Le développement: défi d'une génération
- p.4 Le référendum: annonce d'une ère d'autonomie et
d'ambition
- p.5 Partenariats stratégiques: ouverture au monde des affaires
- p.6 Du pétrole pour tous
- p.8 Sur la voie de la reconstruction
- p.8 Une toute nouvelle capitale
- p.10 Les comptes courants du secteur bancaire sud-soudanais
- p.11 Les transports, nœud du problème
- p.12 Retour aux sources pour la révolution verte
- p.13 Industrialiser les dividendes de la paix
- p.14 Education et santé: combler les lacunes
- p.15 Tourisme et vie sauvage de luxe

SOUDAN DU SUD

État d'Indépendance

C'est la plus jeune nation au monde et le plus récent membre des Nations Unies et de l'Union Africaine. La République du Soudan du Sud a gagné son indépendance du Soudan le 9 juillet 2011. Cet événement historique et victorieux a marqué la fin de ce qui a été, jusqu'en 2005, la plus longue guerre civile de l'Afrique. Le regard est à présent porté sur la construction du futur. Infrastructures, secteur bancaire, agriculture, sylviculture, industrie, éducation, énergie, tourisme, exploitation minière et santé, tous ces secteurs nécessitent une attention immédiate. Avec la levée des sanctions économiques américaines, les sociétés multinationales sont libres d'investir dans l'industrie pétrolière en expansion du Soudan du Sud. Mais comment le plan Vision 2040 de la République du Soudan du Sud permettra-t-il la diversification économique et la réduction de la pauvreté ?



La République du Soudan du Sud est une toute nouvelle nation, disposant d'une agriculture riche et d'un important potentiel pétrolier et entraînée par l'espoir et les promesses. La stabilité a été le moteur du gouvernement sud-soudanais et le point de départ de sa Vision 2040. Résumant les aspirations du pays, le Président

«Notre but est de donner à nos enfants ce que la guerre nous a enlevé: la paix, l'état de droit, la sécurité alimentaire, la santé, une bonne éducation, l'eau courante, l'eau propre, l'électricité et la possibilité de rechercher bonheur et prospérité.»

Salva Kiir Mayardit Président de la République du Soudan du Sud

du Soudan du Sud, Salva Kiir Mayardit, déclare: «le peuple de la République du Soudan du Sud a beaucoup souffert et l'heure est venue pour lui de pouvoir apprécier les fruits de la paix, avec les ressources dont il dispose.» Ces dernières comprennent le pétrole, une terre fertile pour les cultures et l'élevage, les minerais et le potentiel en hydroélectricité. «D'ici 2040, la République du Soudan du Sud constituera une nation instruite et informée; prospère, productive et innovatrice; compatissante et tolérante; libre, juste et paisible; démocratique et responsable; sécurisée, stable et en bonne santé; unie et fière.»

Le Plan National de Développement du pays est la feuille de route qui vise à réaliser cette ambition pour les 8 millions de citoyens sud-soudanais, fondée sur le fait que des décennies de conflit et de marginalisation ont créé d'innombrables barrières et défis qui doivent être surmontés. Le Soudan du Sud, à peu près de la taille de la France et riche de ses gisements de pétrole, dispose certes de plus de 80 pour cent de champs arables et d'abondantes ressources en eau pour l'irrigation et l'hydroélectricité, mais il ne compte encore qu'un peu plus de 109

kilomètres de route asphaltée. Le développement de l'infrastructure est la première étape de la reconstruction de cette nation et l'USAID (l'Agence américaine pour le développement international) a supervisé les travaux d'une route de près de 192 kilomètres et comprenant huit ponts, entre la capitale de Juba et Nimule, à la frontière avec l'Ouganda, pour un coût total de 220 millions de dollars.

La République du Soudan du Sud repart de zéro, mais elle considère pourtant cela comme une bénédiction, une chance de recommencer sur du neuf, avec une capitale elle-même toute nouvelle, et d'apprendre des erreurs des autres. Le Soudan du Sud peut-il tenir sa promesse, et celle de l'Afrique, de devenir un modèle de bonne gouvernance, de développement équitable et durable? Le Président Salva Kiir Mayardit est persuadé que le pays peut le faire, en coopération avec des partenaires régionaux et internationaux. «Nous devons consolider nos institutions et commencer à jouer un rôle important dans la région et au sein de la communauté internationale.» La République du Soudan du Sud a adhéré à l'Union africaine, aux Nations Unies et a entamé le processus d'adhésion à la Communauté Est Africaine. «Nous nous engageons solennellement à la démocratie; au pluralisme et à l'état de droit; à la liberté de pensée, de croyance et d'expression.»

Les tensions avec le gouvernement de Khartoum, dont il est devenu indépendant en juillet 2011, doivent être résolues. Le Soudan du Sud a décidé d'interrompre la production de pétrole en janvier 2012 due à des conflits d'intérêts et de tarification pour le transit du pétrole. Cette nation sans littoral est cependant très ouverte au développement de relations commerciales avec des investisseurs internationaux. «Nous pensons que nos possibilités d'investissement sont attrayantes pour ceux qui sont disposés à relever le défi avec nous. En tant que gouvernement, nous garantissons notre entière coopération et un soutien optimal à tous les investisseurs venant au Soudan du Sud,» assure le Président, Salva Kiir Mayardit.

«Notre but est de donner à nos enfants ce que la guerre nous a enlevé: la paix, l'état de droit, la sécurité alimentaire, la santé, une bonne éducation, l'eau courante, l'eau propre, l'électricité et la possibilité de rechercher bonheur et prospérité.»

États-Unis - Soudan du Sud: les conditions d'engagement

Lorsque la République du Soudan du Sud a célébré son premier jour d'indépendance, le 9 juillet 2011, le Président des États-Unis, Barack Obama, a déclaré que «les dirigeants et le peuple du Soudan du Sud ont l'opportunité de transformer cet instant prometteur en un progrès durable,» ajoutant que les États-Unis «continueront à soutenir les aspirations de tous les soudanais. Ensemble, nous pouvons assurer qu'aujourd'hui marque un nouveau pas en avant dans le long voyage de l'Afrique vers de nouvelles perspectives, vers la démocratie et la justice.»

Les États-Unis ont contribué à l'élaboration de l'Accord de paix globale (le CPA). L'USAID, des groupes de l'église américaine et des organisations non gouvernementales (ONG) ont largement répondu aux besoins humanitaires, pendant la longue guerre civile, à travers l'opération «Lifeline Sudan» (Survie du Soudan), et durant les crises qui ont suivi. «L'engagement est à la fois financier et émotionnel» admet Susan D. Page, premier Ambassadeur des États-Unis au Soudan du Sud.

Ayant elle-même participé au processus de négociation du CPA, l'Ambassadrice ressent une satisfaction personnelle à assister à la naissance d'une nouvelle nation. Maintenant dit-elle, l'objectif est de maintenir la stabilité, «de promouvoir la démocratie, la gouvernance et l'état de droit, de respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales.» Les États-Unis espèrent que la République du Soudan du Sud pourra s'appuyer sur les réalisations récentes pour apaiser les tensions toujours existantes dans des régions frontalières séparant les deux nations.

L'Ambassade des États-Unis aide également la République du Soudan du Sud à diversifier son économie en se concentrant «non pas uniquement sur le pétrole et sur le gaz, mais également sur son énorme potentiel agricole. Et il est très satisfaisant de voir que le gouvernement, lui-aussi, considère ce secteur comme l'une de ses priorités.» Un certain nombre de fermes démonstratives destinées à la formation, ainsi qu'une unité de soutien aux investisseurs

Le développement: défi d'une génération

L'indépendance a entraîné une grande vague d'optimisme pour le peuple sud-soudanais. La paix ayant enfin été rétablie, les exportations de pétrole ont assuré un revenu immédiat et l'important potentiel agricole pourrait assurer la sécurité alimentaire intérieure et extérieure. Mais il reste encore à résoudre une multitude de défis.

«L'objectif stratégique est la paix avec le Soudan,» précise Deng Alor Kuol, le Ministre des Affaires du Gouvernement. «Il y a quelques mois, nous étions un pays, un peuple et nous partageons beaucoup avec la République du Soudan. Non seulement cela doit perdurer, mais cela doit aussi être valorisé, afin que les relations puissent se renforcer à l'avenir. Je pense que la paix est un élément économique très important.»

Le Comité International de la Croix Rouge (CICR) poursuit ses opérations humanitaires et sanitaires dans le pays, fournissant également des moyens de subsistance aux communautés déplacées et aux sud-soudanais de retour chez eux. Cependant, Ewan Watson, délégué à la communication du CICR, indique que les questions de délimitation des frontières continuent d'être source d'insécurité. «Alors que la saison des pluies approche, des gens se trouvent encore dans des camps de réfugiés, avec des moyens de survie très limités et de rares ressources en eau. Le CICR demeure très inquiet en ce qui concerne la situation humanitaire.»

De plus, le Programme des Nations Unies pour le Développement (le PNUD) aide la République du Soudan du Sud à renforcer sa capacité à gouverner. George Conway, Directeur du bureau du PNUD au Soudan du Sud considère cependant que «les

américains intéressés ont été mis en place. «Notre programme d'aide globale pour l'année fiscale de 2011 était de 565 millions de dollars,» précise l'Ambassadrice. «Nous avons construit des écoles et soutenons le Programme d'enseignement de base, nous avons un fonds de 46 millions de dollars pour la santé et aidons à la construction du siège du Parc national de Boma.» Depuis 2006, les États-Unis ont également fourni 270 millions de dollars dans le cadre du programme de transformation du secteur de la sécurité (Security Sector Transformation program).

En décembre 2011, Washington a permis la tenue de la Conférence sur l'Engagement International pour la République du Soudan du Sud. «Les gens ont exprimé un réel intérêt pour le secteur bancaire, l'agriculture, le pétrole et le gaz, les télécommunications, la construction, l'énergie solaire – un bel éventail de secteurs variés.»

Le Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale du Soudan du Sud, Nhial Deng Nhial, reconnaît que, jusqu'à présent, les États-Unis ont joué un rôle principal au Soudan du Sud, ajoutant que la levée des sanctions pétrolières américaines a enfin permis à de grandes entreprises d'investir dans l'industrie du pays. «Dans le passé, vous ne pouviez pas investir ici dans le secteur pétrolier, parce que le pétrole du Sud passait par le Soudan. Si vous investissez aujourd'hui et créez une infrastructure qui évite le Soudan, par exemple un oléoduc vers le port de Lamu au Kenya, alors cela devient réalisable.»

Le Ministre Nhial Deng Nhial insiste sur le fait que, pour assurer le futur de son pays, la coopération régionale est tout aussi importante que l'appui international. «Nous avons les ressources nécessaires pour réaliser l'équité économique et sociale, une société qui souhaite utiliser ses ressources humaines et matérielles afin d'accéder à la prospérité pour tous, indépendamment de la race, de l'appartenance ethnique ou de la religion. Nous souhaitons représenter, à l'échelle du microcosme, la nouvelle image de l'Afrique toute entière.»

conditions de développement sont incroyablement compliquées. En fait, la République du Soudan du Sud est probablement appelé à être le plus grand défi de notre génération en terme de création d'Etat.» Pour cette raison, le PNUD soutient le renforcement des capacités et l'IGAD, l'initiative régionale de renforcement des capacités, a impliqué près 350 fonctionnaires de la région et du continent, ainsi que des spécialistes volontaires pour encadrer et conseiller leurs pairs sud-soudanais.

G. Conway ajoute «c'est l'un des plus grands et des plus rapides processus de mise en place de structures étatiques que nous n'ayons jamais vu. Je ne pense pas que la communauté internationale ait déjà été témoin d'un développement d'institutions du secteur public aussi rapide que celui auquel nous assistons au Soudan du Sud. Une transformation à travers laquelle des ministères sont mis en place, des organisations gouvernementales sont mises en place et s'affirment dans le partage des rôles.»

Pour comprendre ce qui génère les conflits, le gouvernement a consulté des milliers de membres de la communauté, des groupes de femmes, des jeunes et des autorités traditionnelles. «Il y a, à présent, des actions de terrain qui tentent de mettre en place des programmes et des mécanismes préventifs dans le but de réduire le risque de violence. Par exemple, en installant des sources d'eau propre à des endroits stratégiques ou en établissant des postes de police. Nous avons vu nombre de communautés dans lesquelles ces projets ont eu un impact évident sur le renforcement du sentiment de sécurité.» Maintenant, plus que jamais, la République du Soudan du Sud a besoin de cette confiance pour réussir.



LOOKING AHEAD

The Ministry of Commerce, Industry and Investment aims at building a diversified economy, as well as achieving South Sudan's economic integration regionally and globally. As South Sudan enters a new era of social growth and economic development, our mission is to foster internal and external trade, and build through sound policies a dynamic industrial sector that has strong linkages with the agro-industry, mining and petrochemical sectors, as well as create a competitive and transparent investment climate.



The Republic of South Sudan
Ministry of Commerce, Industry & Investment



South Sudan Investment Authority



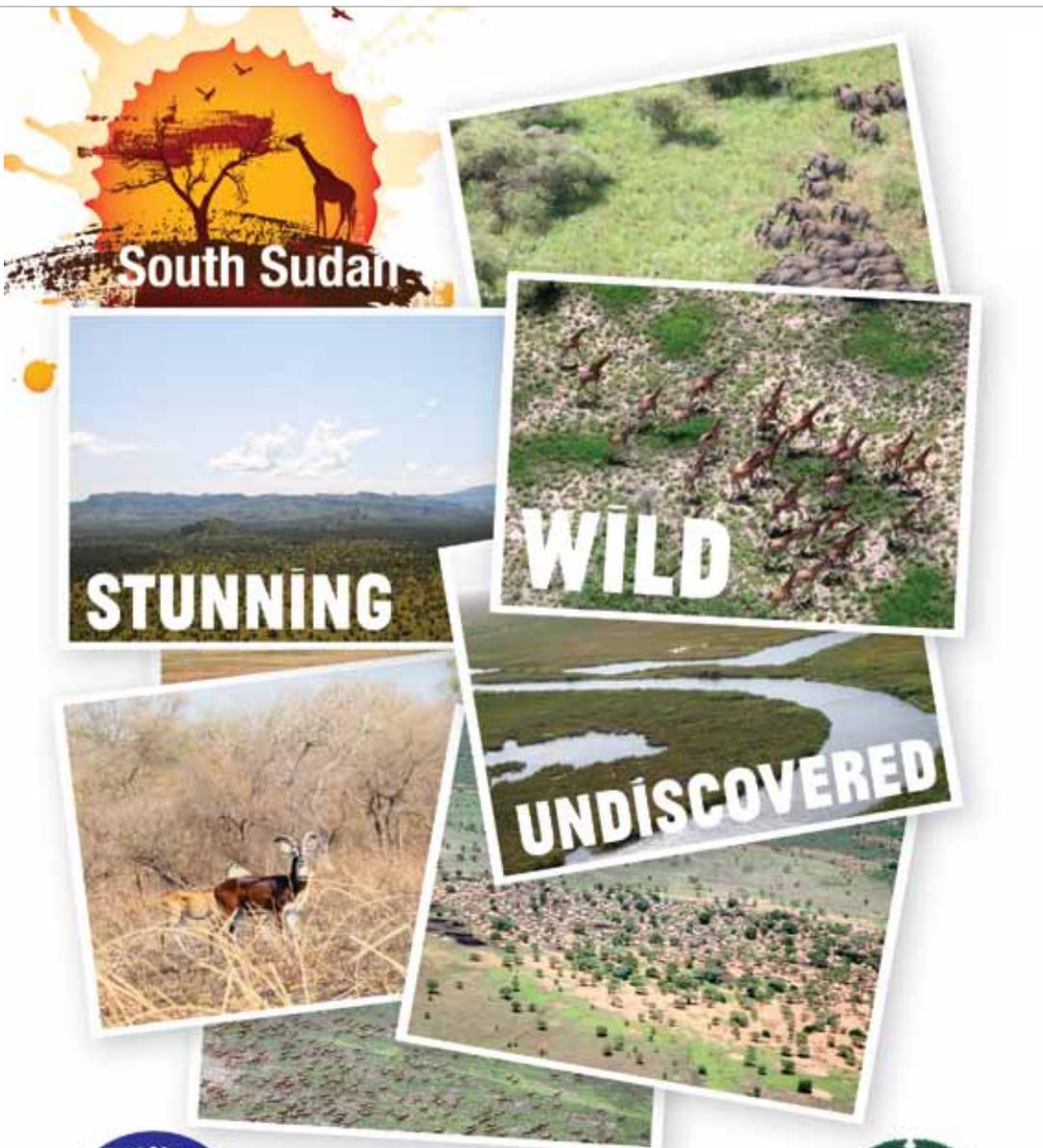
Le référendum: annonce d'une ère d'autonomie et d'ambition

L'histoire de la République du Soudan du Sud est une histoire d'endurance. Le référendum qui a eu lieu en janvier 2011 a montré que les soudanais du sud avaient unanimement choisi (98,5 pour cent) l'indépendance vis-à-vis du nord, principalement musulman. Pourtant, la route vers l'indépendance n'était pas facile, comme l'explique le Ministre des Affaires du Gouvernement, Deng Alor Kuol. «Le Soudan du Sud a traversé une longue guerre de presque 50 années. A présent, nos priorités sont de renforcer l'infrastructure du pays, de développer nos routes et nos ponts, le transport et la communication. Nous devons également produire de quoi nourrir notre peuple, c'est pourquoi l'agriculture est une priorité majeure. Nous devons assurer l'éducation et la santé. Nous devons remodeler complètement notre société en utilisant le programme Vision 2040 pour transformer le pays et l'améliorer.»

Avec presque 97 pour cent de ses revenus provenant du pétrole, la République du Soudan du Sud devra user de ses ressources pour alimenter en premier lieu l'objectif de développement économique et social. «Il ne suffit pas de dire que l'on est indépendant,» rappelle Kosti Manibe Ngai, le Ministre sud-soudanais des Finances et de la Planification Economique. «Etre indépendant signifie contrôler ses propres réserves.» Les mesures d'austérité que le gouvernement s'impose à lui-même peuvent déjà contribuer à la diversification économique prévue par le plan national de développement. «Nos revenus non pétroliers devraient contribuer de façon significative à cet élargissement, dans la mesure où nous pouvons allouer la plupart des revenus du pétrole à d'autres domaines. Il s'agit d'investissements à long terme visant le futur, visant nos centrales électriques, l'hydroélectricité, les voies ferroviaires et les routes.»

Le Ministre de l'Information et de la Radiodiffusion, le Dr. Barnaba Marial Benjamin, met en lumière les ressources disponibles, susceptibles de donner un élan à cette transformation. «L'agriculture, et en particulier l'élevage, est la colonne vertébrale de ce pays. La terre y est très fertile et très verdoyante, comparée au Soudan, très sec. On compte 11 millions de têtes de bétail au Soudan du Sud. Nous avons beaucoup de moutons et en avons acheté 14 millions de plus. Nous disposons d'énormes ressources de poissons frais: nous pouvons notamment soutenir une production de 300.000 tonnes de poissons frais par année. Il y a des réserves prouvées d'or, de cuivre, de fer, de diamants et d'uranium.»

Partant de ce constat, le Ministre des Affaires du Gouvernement, Deng Alor Kuol, prévoit un futur éblouissant pour la jeunesse de son pays. «Nous avons la chance que le monde ait beaucoup progressé. Aujourd'hui, nous devrions redémarrer sur la base du niveau actuel de la technologie mondiale. En tant que pères et mères fondateurs de ce nouvel état, il nous revient de préparer les jeunes générations, parce que nous sommes persuadés que seule une jeune génération saine peut construire cette société.»



Republic of South Sudan
Ministry of Wildlife Conservation & Tourism



Partenariats stratégiques pour une ouverture au monde des affaires

La République du Soudan du Sud présente une situation quasiment unique. Alors même que le gouvernement commençait à ouvrir ses portes aux investisseurs étrangers, lors de la Conférence sur l'Engagement International, tenue en décembre 2011 à Washington D.C, il interrompait le débit de pétrole vers le Soudan. «L'économie du Soudan du Sud a un PIB d'environ 12 milliards de dollars, probablement l'un des plus élevés de la région,» indique Garang Diing Akuong, le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Investissement. «En tant que gouvernement cependant, cette situation ne nous satisfait pas car nous ne voulons pas que notre économie dépende d'une seule ressource. Nous pouvons être le plus grand exportateur de pétrole dans la région, mais combien d'entre nous participent à la production du pétrole au Soudan du Sud?» La stratégie poursuivie prévoit de travailler avec le secteur privé et les ONG pour contrecarrer cette dépendance au pétrole.

La période d'arrêt de la production facilite cependant deux choses. Premièrement, le gouvernement peut passer en revue ses priorités et ses potentialités afin de poursuivre au mieux son programme de développement. Deuxièmement, elle permet de renégocier de meilleurs conditions et contrats, non seulement avec Khartoum, mais également avec les associés stratégiques et les concessionnaires de pétrole existants. C'est l'occasion d'introduire de bonnes pratiques de gestion, en mettant l'accent sur la transparence, les considérations sociales et environnementales, les objectifs d'emplois locaux et la qualité de la livraison.

«La stabilité et le système démocratique soutiennent notre économie de libre marché et cela a déjà encouragé certains investisseurs à venir au Soudan du sud,» note le Ministre Diing Akuong, dissipant les on-dit concernant l'insécurité. «La réalité est que la République du Soudan du Sud est sûre, ses régions sont sûres et les nouveaux

investisseurs y sont tout à fait en sécurité, comme peuvent en témoigner les multinationales déjà présentes.»

Les secteurs considérés comme attractifs pour l'investissement sont: les infrastructures, l'agriculture, l'énergie, l'exploitation minière, le secteur bancaire, le tourisme, l'industrie, la santé, et l'éducation, chacun de ces secteurs pouvant contribuer de manière significative à l'emploi et au bien-être des citoyens. «Nous pensons que les opportunités sont nombreuses ici, même si elles n'ont pas encore été entièrement exploitées, quantifiées, ni recensées,» déclare d'un ton jovial, Kostis Manibe Ngai, le Ministre des Finances et de la Planification Economique. Il ajoute que les revenus non pétroliers immédiats proviennent des taxes sur la télécommunication et les concessions minières, même si les nouveaux investisseurs peuvent encore jouir d'exonérations fiscales dans certains cas. «Nous devrions pouvoir générer un montant important de revenu grâce aux taxes, assez en tout cas pour mettre en œuvre une structure de gouvernance décente et pour fournir les services de base requis.»

A présent, la République du Soudan du Sud peut soigneusement choisir les investisseurs souhaitant contribuer au progrès du pays. Cette tâche revient à l'Autorité d'Investissement du Soudan du Sud, qui sera bientôt à guichet unique. «Nous recherchons des personnes susceptibles de transférer la connaissance, par exemple dans les domaines de la construction ou de l'agriculture,» explique le Directeur des services aux investisseurs, Ukal Kawang Julu. «Israël a montré de l'intérêt et la Norvège a fait de grandes choses pour cette nation en termes de développement, d'assistance, de sécurité et même d'éducation. Les États-Unis représentent également un acteur important ici et les gens les considèrent avec respect.»

La République du Soudan du Sud a donné la priorité à la paix et elle sait qu'elle a tout à gagner à la maintenir.



**STABILITY
GOVERNANCE
TRANSPARENCY**

REPUBLIC OF SOUTH SUDAN
BANK OF SOUTH SUDAN



Du pétrole pour tous

Avec l'indépendance, la République du Soudan du Sud a gagné le contrôle de 75 pour cent des gisements de pétrole du Soudan. Jusqu'à janvier 2012, le Soudan du Sud exportait 350.000 barils de brut par jour, permettant de rapporter au pays 3,5 milliards de dollars durant les six mois précédents. Depuis lors, cependant, la production a été interrompue, dans l'attente d'une résolution de l'accord avec le gouvernement soudanais de Khartoum sur le partage des revenus et des coûts de transfert. Après la sécession, le Soudan a demandé 36 dollars de frais de transit pour chaque baril de pétrole sud-soudanais transporté à travers les oléoducs existants vers les raffineries et les terminaux d'exportation situés sur son territoire, un tarif plus de dix fois supérieur à la normale.

«Il existe d'autres pays qui connaissent une situation identique à la nôtre» précise le Dr Barnaba Marial Benjamin, Ministre sud-soudanais de l'Information et de la Radiodiffusion. «L'Azerbaïdjan paie 15 cents pour chaque baril de pétrole passant par la Géorgie et 25 cents par baril en Turquie. Le Cameroun prélève seulement 40 cents pour chaque baril de pétrole venu du Tchad. Pourquoi le Soudan du Sud devrait-il payer 36 dollars par baril pour traverser un oléoduc pour lequel nous avons pourtant payé nous-mêmes?»

En attendant cependant, selon Stephen Dhieu Dau, Ministre du Pétrole et des Mines, des activités se poursuivent comme d'habitude. «D'autres opérations, comme le forage, l'exploration, la construction d'oléoducs et de raffineries, se poursuivront.» Des solutions de rechange sont mises en place pour exporter les deux types de pétrole brut du Soudan du Sud, le Nile blend et le Dar blend. «Nous avons maintenant signé un protocole d'accord avec le gouvernement kenyan pour construire un oléoduc pour le Nil blend, allant de la ville d'Unity State au port de Lamu,» mentionne le Ministre S. Dhieu Dau. Son ministère a signé un premier accord avec une compagnie américaine pour construire une raffinerie à Unity State qui devrait être opérationnelle dans les six mois et pouvoir commencer avec une production de 5.000 barils par jour. «Nous sommes également en pourparlers avec l'Éthiopie pour construire un second oléoduc au port de Djibouti pour le pétrole brut de type Dar blend.» Le Ministre annonce qu'en utilisant des technologies américaines, un oléoduc peut être construit en moins de dix mois.

La terre riche du Soudan du Sud contient également d'autres ressources qui valent la peine d'être extraites, telles que l'or, le cuivre, le fer et les diamants. «Notre priorité sera d'inviter des investisseurs à utiliser, analyser et explorer les ressources minières que nous avons,» précise Stephen Dhieu Dau. Afin d'introduire des technologies à bon rapport coût/rentabilité, la politique sud-soudanaise est d'attirer des investisseurs issus d'une grande diversité de pays et de redimensionner les concessions pour les sociétés du secteur pétrolier. Le Ministre insiste: «La transparence est notre leitmotiv. Nous visons les sociétés responsables et les investisseurs responsables, souhaitant venir coopérer avec le gouvernement de la République du Soudan du Sud.» En décembre 2011, déjà, le Président Salva Kiir Mayardit s'est engagé à appliquer les normes de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (EITI), en garantissant que tous les paiements de pétrole et d'exploitation minière au Soudan du Sud seront publiés dans un rapport annuel de l'EITI.

Mais comment la République du Soudan du Sud peut-elle redistribuer de manière efficace les bénéfices issus du pétrole pour développer d'autres secteurs et améliorer la vie de ses citoyens? La première étape consiste en un fonds pour les générations futures qui a pour but de revitaliser divers secteurs économiques. Selon le Ministre du Pétrole et des Mines, cela pourra être réalisé en trois

ans. «Bientôt, les ressources pétrolières nous aideront à construire des écoles, à améliorer les équipements et les services, et à investir dans l'agriculture, l'élevage, le tourisme, l'infrastructure et l'énergie. Même sans pétrole nous pouvons être l'un des pays les plus riches, puisque 40 pour cent de notre terre est irrigable et que vous pouvez y cultiver tout ce que vous voulez. Presque 23 pour cent de notre territoire constitue une ressource en eau.» Pour la culture, c'est une bénédiction, mais 45 pour cent de la population a toujours un accès limité aux ressources en eau potable de qualité.

La Nile Petroleum Corporation (Nilepet), entreprise nationale sud-soudanaise, a été créée en 2004 pour développer les ressources nationales de pétrole et de gaz. Elle coopère étroitement avec trois consortiums, propriétaires de concessions pétrolières du Soudan du Sud: la Greater Nile Petroleum Operating Company (GNPOC), la White Nile Petroleum Operating Company (WNPOC) et Petrodar. Aujourd'hui, les principaux opérateurs étrangers actifs sont la China National Petroleum Company (CNPC), Petronas de Malaisie et la compagnie pétrolière nationale indienne ONGC-Videsh.

«Les ressources pétrolières nous aideront à construire des écoles, à améliorer les équipements et les services, et à investir dans l'agriculture, l'élevage, le tourisme, l'infrastructure et l'énergie. Même sans pétrole nous pouvons être l'un des pays les plus riches, puisque 40 pour cent de notre terre est irrigable et que vous pouvez y cultiver tout ce que vous voulez.»

Stephen Dhieu Dau, Ministre du Pétrole et des Mines

Paul Adong Bith Deng, Directeur général de Nilepet, a personnellement surveillé l'interruption de la production de pétrole. Il estime que cela constitue une opportunité pour évaluer l'état actuel du secteur. «Nous prenons du recul et observons la façon dont nous pouvons réorganiser l'industrie, non seulement au niveau des personnes mais aussi au niveau des équipements eux-mêmes.» Adong Bith Deng espère appliquer des techniques d'extraction maximisées avec l'aide de nouveaux fournisseurs de service et investisseurs. «Nous voulons reprendre à un niveau plus élevé de production que celui que nous avons avant l'interruption. Nous pouvons au moins compenser les pertes.» Selon les chiffres avancés par la U.S Energy Information Administration, le Soudan du Sud a 4 milliards de barils de réserves de pétrole. «En impliquant des entreprises compétentes, ayant de l'expérience dans la gestion des réserves, nous pourrions augmenter et maximiser la valeur de ces réserves. Quelque soit le bénéfice que nous tirons du secteur énergétique, il revient au peuple de la République du Soudan du Sud.»

De son côté, le gouvernement exerce une stricte discipline fiscale pour compenser l'actuelle période d'austérité, comme l'explique le Ministre des Finances et de la Planification Economique, Kosti Manibe Ngai. «Nos priorités ont changé quand la dépense globale a été réduite de 26 à 30 pour cent. Nous sommes arrivés à la conclusion que, vu l'étendue de nos besoins d'infrastructure, nous ne pouvons nous développer en ne comptant que sur nos ressources. Seuls les prêts peuvent financer les projets d'infrastructure. Sans eux, l'agriculture que nous voulons privilégier n'ira pas loin.»

L'énergie revisitée : l'hydroélectricité comme priorité

En un sens, la nation du Soudan du Sud constitue en elle-même un projet de grande envergure, mais le gouvernement l'aborde étape par étape, en particulier lorsqu'il s'agit de la fourniture d'électricité. «Pour le Soudan du Sud rural, nous aurions besoin pour commencer d'environ 200 mégawatts (MW)» précise David Deng Athorbei, Ministre de l'Électricité et des Barrages. «Pour l'ensemble de la ville de Juba nous n'avons que 6 MW.» À l'origine, la capitale avait installé une capacité de 17 MW, mais seulement quatre générateurs sont encore opérationnels du fait d'un ensemble de facteurs négatifs tels que vétusté, chaleur, pièces de rechange indisponibles ou manque de techniciens. Seules sept des dix capitales des États de la République du Soudan du Sud disposent de générateurs.

Sans raffinerie, le pays ne peut même pas alimenter en combustible ses propres générateurs et, pour cette raison, une initiative «propre», utilisant les énergies renouvelables, est projetée. «Nous développons maintenant une petite centrale hydroélectrique d'une capacité de 40 MW près de Nimule. Le gouvernement norvégien a accepté de la construire dans le cadre d'un partenariat public-privé, pour un coût de 120 millions de dollars. Nous pourrions avoir de l'électricité durable à Juba d'ici 2015,» annonce D. Deng Athorbei. Un deuxième projet, développé sous les auspices du Forum Est-Africain de l'Énergie, apporterait de 50 à 100 MW d'électricité depuis le Grand barrage éthiopien de la Renaissance dont l'achèvement est prévu pour 2015. Les investisseurs chinois pourraient réaliser le raccordement au réseau électrique. «A long terme, nous essayons de construire un grand barrage sur le Nil Blanc à Bedden. Il pourrait fournir 400 à 540 MW, suffisamment d'énergie pour tout le pays, à un coût estimé à 1,4 milliards de dollars. Si nous assurons le financement, la construction prendra sept ans.»

Le Directeur général de South Sudan Electricity Corporation, M.

Beck Awan Deng, estime lui-aussi que l'investissement étranger dans les énergies renouvelables est une solution à la situation énergétique problématique du Soudan du Sud. «Nous avons un potentiel élevé pour l'énergie solaire, car nous avons du soleil durant au moins 12 heures par jour.» En fait, une rangée photovoltaïque de 40 MW serait suffisante pour assurer les besoins énergétiques actuels de Juba. En comparaison, cela ne représente que le double de l'énergie qu'Apple doit utiliser pour alimenter son centre de données iCloud en Caroline du Nord. «Si nous arrivons à faire fonctionner le solaire, la géothermie et l'hydraulique, le Soudan du Sud pourra vraiment se développer dans tous les domaines,» énonce B. Awan Deng.

En plus de la formation d'un personnel qualifié nécessaire à l'industrie de l'électricité, Beck Awan Deng indique que le réseau d'électricité est l'autre aspect essentiel devant être développé. «Nous sommes en discussion avec des investisseurs pour la réalisation de réseaux d'acheminement de l'énergie de l'Éthiopie au Soudan du Sud. La plupart d'entre eux sont des sociétés chinoises. Deux choses entrent en ligne de compte: elles sont prêtes à obtenir des prêts de leurs banques et ont également des sociétés prêtes à construire. Nous n'avons encore rien conclu avec la Chine, mais il y a quelques sociétés avec lesquelles nous avons signé un protocole d'entente. Ces mêmes sociétés chinoises ont également signé des protocoles d'entente pour développer le projet de barrage hydroélectrique de Bedden.»

Ce n'est qu'avec la coopération internationale que la République du Soudan du Sud peut monter en puissance. Comme le déclare le Ministre de l'Information et de la Radiodiffusion, le Dr. Barnaba Marial Benjamin, «nous avons besoin d'amis et, si les amis viennent ici pour construire, je peux vous garantir que la République du Soudan du Sud deviendra une jeune nation très responsable, à l'échelle du continent et de la région.»

REPUBLIC OF SOUTH SUDAN Ministry of Housing and Physical Planning

PARTNERS IN DEVELOPMENT

A new nation, a new capital



The Ministry of Housing and Physical Planning is responsible for the sustainable development of the Housing sector, ensuring equal access to quality and affordable housing, as well as urban and physical planning. The Republic of South Sudan will soon relocate its capital to a new location. As Africa's newest capital is set to become the center of economic activities and a landmark of South Sudan's business map, we welcome investors and partners in various aspects of our new capital's development.



Sur la voie de la reconstruction

La plupart des nations sortant de la guerre ont d'énormes défis de reconstruction. Heureusement pour le Soudan du Sud, son infrastructure n'a jamais été endommagée pour la simple raison qu'il n'y avait aucune route, ni pont à viser en premier lieu. Le pays est maintenant en mesure de développer un réseau assez conséquent pour relier ses 10 Etats, d'asphalter les routes de terre rouges et de relier par des ponts les communautés rurales séparées par des fleuves. Le Ministère des Routes et des Ponts étudie la faisabilité et le financement du développement d'un réseau routier de 7.200 à 8.000 kilomètres couvrant la République du Soudan du Sud, sur une période de 5 à 10 ans.

«Quand nous sommes venu signer l'Accord de paix en 2005, presque tout était à faire en priorité au Soudan du Sud» se souvient le Ministre des Routes et des Ponts, Gier Chuang Aluonng. «Mais il y a un dicton qui dit "Si tu veux devenir riche, construit des routes". Si je dois fournir des services pour assurer la sécurité, il faut qu'ils soient accessibles. Si vous voulez fournir des services de santé et l'éducation, alors vous avez besoin de routes pour y accéder, le reste suivra.»

Plutôt que de tracer des lignes sur une carte, le Ministre a voyagé dans tout le pays pour évaluer les besoins les plus pressants. «Nous serons en meilleure position pour prendre une décision éclairée sur la base d'une évaluation personnelle, après avoir parlé aux bénéficiaires eux-mêmes, ceux qui sont concernés par le sujet.» Des entretiens avec les chefs de village instruisent sur la façon dont certaines zones rurales se retrouvent totalement coupées du reste, du fait des pluies annuelles qui peuvent durer jusqu'à trois mois. «Si je roule de Juba à Bor, une distance d'environ 193 kilomètres, cela me prend 4 heures en principe. Mais, pendant la saison des pluies, cela peut prendre 15 heures ou bien vous obliger à passer une nuit sur la route,» clarifie le Ministre G. Chuang Aluonng.

Une toute nouvelle capitale

En septembre 2011, le Conseil des Ministres sud-soudanais présidé par le Président Salva Kiir Mayardit a adopté la décision de déplacer la capitale du pays de Juba vers la ville de Ramciel, plus centrale. La population de Juba a triplé ces sept dernières années, passant d'environ 160.000 habitants en 2005 à 500.000 aujourd'hui. Cette urbanisation rapide due à l'arrivée des réfugiés □ personnes déplacées à l'intérieur du pays, exilées de longue date ou diaspora – vivant en majorité dans des campements et des habitations informelles et même dans des huttes tukul traditionnelles, impose une contrainte importante sur le logement et le développement.

«Il y a un manque criant de bureaux et de logements,» reconnaît la Ministre du Logement et de l'Aménagement du Territoire, Jema Nunu Kumba, «c'est pourquoi nous tentons de voir comment nous associer avec le secteur privé pour construire plus d'espaces de bureaux, de centres commerciaux et, naturellement, pour fournir des logements à un prix accessible aux fonctionnaires du gouvernement et au grand public. Nous avons un programme de développement destiné à mettre en place environ 6.500 logements sur l'ensemble des dix Etats dans les trois à cinq prochaines années.» L'une des ambitions de l'ancien leader du Soudan du Sud, le Dr. John Garang de Mabior, était d'«apporter la ville aux villages,» en fournissant aux habitants, dans leurs propres localités, tous les services disponibles dans les villes afin qu'ils puissent développer les villages. «Cela reste notre politique afin d'éviter cet exode rural,» confirme J. Nunu Kumba.

Avec Ramciel cependant, le gouvernement fédéral peut repartir

«Nous avons identifié les routes qui doivent être développées en priorité afin de relier les dix Etats fédérés et nous les avons classées en routes internationales, routes nationales et routes fédérales.» En plus de l'importance accordée aux routes nationales N1 et N2, assurant la liaison avec l'Ouganda voisin, le Kenya et, plus loin, l'Ethiopie, la priorité sera donnée à la création de ce que le Ministre appelle les «routes sécuritaires et agricoles». «Celles-ci relèvent à la fois de la nécessité économique et de la stabilité. Il faut relier les régions agricoles afin que la production des exploitants locaux puisse atteindre le marché.»

Le processus de financement de ces projets est néanmoins coûteux et demande beaucoup de temps. Il serait impossible sans des organisations telles que la Banque mondiale, la Banque de développement africaine, le PNUD ou des partenariats public-privés. L'USAID, en particulier, a participé activement à l'amélioration des routes, plus spécifiquement de la route de Nimule à Juba, pour un montant de 220 millions de dollars, et a également réparé le seul pont traversant le Nil à Juba, reliant l'est et l'ouest. Le gouvernement japonais a récemment fait le don d'un deuxième pont traversant le Nil et des consultations sont en cours pour un pont à Ramciel, ville proposée comme nouvelle capitale de la République du Soudan du Sud.

Enfin, le projet de corridor infrastructurel Lamu-Soudan du Sud-Ethiopie (LAPSSET) avance à grands pas, reliant le port de Lamu au Kenya à Juba par un réseau de route, de rail et d'oléoduc. Avec un coût global estimé à 22 milliards de dollars, les questions du comment et quand ce réseau est-africain sera accompli n'ont pas encore été clarifiées. Le Ministre G. Chuang Aluonng précise: «si nous arrivons à nous relier au Kenya par le port de Lamu et également à Djibouti par l'Ethiopie, cela résoudra en fait un bon nombre de questions liées au transport. Nous serons dans une situation gagnant-gagnant dont nous bénéficierons tous.»

sur du neuf, en modelant un visage répondant aux aspirations de la République du Soudan du Sud. La première phase d'étude et de planification de la zone a commencé, suivie d'un plan d'aménagement et de la conception technique détaillée, un contrat a été attribué à la société sud coréenne, LH Land and Housing Corporation. «La ville sera conçue pour le nombre d'habitants qui viendront s'y installer dans un premier temps, en commençant par les priorités essentielles du gouvernement, mais le nombre exact de personnes n'a pas encore été déterminé,» précise la Ministre J. Nunu Kumba. «Le secteur privé financera lui-même la suite, puisque nous inviterons des investisseurs et leur fournirons la terre sur laquelle ils pourront construire.»

Avec un coût approximatif de 10 milliards de dollars, la nouvelle capitale constitue une grande opportunité pour l'investissement dans la construction et le développement urbain. La construction de Ramciel sera en partie financée par le gouvernement et par le secteur privé, suivant l'exemple de villes nouvelles au Nigéria, en Corée du Sud et en Malaisie. «La réalisation complète de la ville peut prendre entre huit à dix ans, peut-être même quinze ans, mais le gouvernement devrait déjà pouvoir déménager là-bas dans trois à cinq ans,» projette la Ministre du Logement. «Nous sommes toujours fiers d'être sud-soudanais et, étant donnée notre histoire, nous sommes fiers de ce que nous avons réalisé jusqu'ici. Nous sommes déjà parvenus à améliorer le visage de Juba. Mon ambition maintenant est d'avoir une capitale moderne qui facilitera le développement politique, économique et culturel de ce pays.»

TAKE A CLOSER LOOK AT OUR RESOURCES AND OUR OPPORTUNITIES

The Republic of South Sudan currently explores new ways of developing and maximizing its energy and mining potential. With the mandate to stimulate economic growth, as well as promote and implement commercial ventures, the Ministry of Petroleum and Mining invites strategic partners around the globe to join our vision and discover the endless opportunities that we offer.

**REPUBLIC OF SOUTH SUDAN
MINISTRY OF PETROLEUM & MINING**



Les comptes courants du secteur bancaire sud-soudanais

Mettre en place les structures et législations bancaires afin de conférer à un pays neuf, tel que la République du Soudan du Sud, les pleines compétences bancaires et financières représente un véritable challenge. En particulier si ce pays aspire à une coopération mondiale et doit, pour ce faire, s'aligner sur les meilleures pratiques internationales.

À cet égard, Kosti Manibe Ngai, le Ministre des Finances et de la Planification Economique, considère que le secteur bancaire sud-soudanais, en plein essor, a un futur prometteur devant lui. «Là où nous allons, nous avons besoin de beaucoup de services financiers.» Pour le prochain exercice budgétaire, le gouvernement de Juba prévoit de mettre de côté des sommes importantes pour la mise en place des institutions financières nécessaires. «Nous voulons une banque de développement, une banque agricole, que nous puissions financer et soutenir», poursuit le Ministre des Finances. «Nous souhaiterions en particulier attirer des fonds pour la banque de développement. Nous reconnaissons tout à fait que le développement du secteur financier repose sur l'apport de capitaux et sur le renforcement de la réglementation et du rôle de la banque centrale dans ce secteur.»

La Banque du Soudan du Sud a été fondée le 14 juillet 2011, quatre jours avant l'introduction de la plus jeune devise du monde, la livre sud-soudanaise. «La communauté internationale s'est affairée, telle une sage-femme dans une maternité, attendant la naissance de la nouvelle nation», remarque le Gouverneur de la Banque du Soudan du Sud, Kornelio Koriom Mayik. Anticipant l'indépendance, l'USAID a aidé la République du Soudan du Sud dans le renforcement de ses capacités institutionnelles, louant les services du cabinet d'audit et de conseil Deloitte pour apporter une assistance technique à la Banque du Soudan du Sud. En outre, le FMI et la Banque mondiale ont fourni des conseillers pour former le personnel de la Banque centrale aux opérations de collecte, classement, compilation et diffusion des statistiques du secteur bancaire. «De telles données nous permettront d'établir les bases de l'élaboration de notre politique monétaire», ajoute M. Koriom Mayik. «Le deuxième domaine de compétence du FMI concerne les statistiques du secteur extérieur, qui permettent de mettre en place un système de miroir afin de donner aux décideurs une image de l'étendue du commerce entre le reste du monde et notre pays.»

Les priorités du gouvernement concernant la construction de l'Etat reposent sur la loi de financement et sur le maintien de l'ordre, deux facteurs importants pour améliorer les indicateurs relatifs aux Objectifs du Millénaire pour le Développement. «La Banque centrale n'a aucun rôle direct à jouer dans la création d'emplois», précise le Gouverneur K. Koriom Mayik, «mais elle peut y contribuer en développant une politique soutenant le secteur privé comme moteur de croissance et de développement.» Le Ministre des Finances, Kosti Manibe Ngai, considère qu'avec des allègements fiscaux et la garantie de rapatriement des capitaux, le Soudan du Sud favorise un environnement novateur pour des investisseurs. «Je ne connais pas beaucoup d'endroits aussi vierges que la République du Soudan du Sud en ce qui concerne l'investissement, quelque soit le secteur concerné.»

Levée de fonds propres

Les banques kényanes sont en position dominante au Soudan du Sud, du fait des nombreux intérêts communs partagés par les deux nations. La banque kényane Equity Bank a répondu à l'appel à l'aide du gouvernement pour accroître le développement économique et l'infrastructure du pays, en ouvrant une succursale en 2009. Paul Gitahi, le Directeur exécutif, admet que l'Equity Bank a sauté sur l'occasion. «Notre entrée était logique étant donnée que seuls 5.000 citoyens avaient un compte bancaire. Notre ambition, en tant qu'établissement bancaire, est d'être un champion de la pro-

périté socio-économique pour le peuple africain. Nous avons ici un double objectif: premièrement, conforter cette fraternité et cette solidarité avec le peuple du Soudan du Sud et, deuxièmement, réaliser notre ambition de faire de l'Equity Bank une banque africaine. Le gouvernement a déjà développé l'une des meilleures politiques d'investissement que l'on puisse imaginer.»

Assurant à présent ses services auprès de 65.000 clients au Soudan du Sud à travers six succursales et ayant accrus ses services TIC, l'Equity Bank a reproduit ces opérations au Kenya, en Ouganda, en Tanzanie et au Rwanda, en fournissant des services financiers, ouverts à tous, qui optimisent les opportunités et la croissance, en particulier dans les secteurs de la micro-économie et de l'agriculture. M. Gitahi précise que «l'Equity Bank a débuté par une campagne de sensibilisation à la "culture financière" auprès des 95 pour cent des sud-soudanais qui n'avaient pas accès aux services bancaires, afin de créer une culture de l'épargne comme moyen de créer de la richesse.»

«Nous sommes heureux d'avoir un impact positif sur le développement de ce pays. Beaucoup d'autres devraient se joindre à nous pour aider les sud-soudanais à réaliser leur rêve.»

Paul Gitahi, Directeur Exécutif de l'Equity Bank du Soudan du Sud

Il ajoute que la banque étend également le crédit à tous les secteurs de l'économie «afin que nous puissions donner la possibilité à tous de développer et d'exploiter les formidables ressources dont dispose ce pays. Nous sommes heureux d'avoir un impact positif sur le développement de ce pays et je pense que beaucoup d'autres devraient se joindre à nous pour aider les sud-soudanais à réaliser leur rêve.»

L'intérêt du Kenya

L'une des plus grandes banques de la région, la Kenya Commercial Bank (KCB) a été un partenaire clef du développement sud-soudanais en cours. «Nous avons pu développer les compétences du secteur bancaire. A cette heure, nous avons 80 pour cent d'employés de nationalité sud-soudanaise et 20 pour cent d'étrangers», se réjouit John Kimanthi, le Directeur général de la KCB-Soudan du Sud. Les établissements, entrant en nombre croissant dans le secteur bancaire du Soudan du Sud, viennent rechercher leurs employés dans les banques existantes. «Nous faisons sans doute face à des défis, mais un défi est une grande opportunité pour des investisseurs. A l'heure actuelle, l'ensemble de nos 19 succursales fonctionnent avec des générateurs. Ceci signifie que le pays a besoin d'électricité. Alors même que 90 pour cent du territoire est irrigable et constitue donc le jardin potager potentiel de tout le continent africain.»

La KCB-Soudan du Sud a été au premier rang des projets de financement au Soudan du Sud qui contribuent à la vitalité de l'économie, au même titre que l'industrie hôtelière et le secteur du logement, pour permettre à la diaspora sud-soudanaise de retour et aux investisseurs de s'adapter. «Ce pays a, sur la table, les priorités pour chacun de ses domaines d'intérêt: infrastructures, agriculture, industrie manufacturière. Nous avons considéré tous les secteurs, prenant en compte depuis la micro-entreprise et la PME jusqu'aux services bancaires destinés aux entreprises.»

Les transports, nœud du problème

Lorsque la République du Soudan du Sud sera prête à célébrer son premier anniversaire en tant que nation indépendante, en juillet 2012, son peuple évaluera les progrès réalisés. Comment le gouvernement mettra-t-il en œuvre les bienfaits de la liberté, la promesse de développement et le lien avec le reste du monde?

La première des priorités du développement est sans doute l'infrastructure, mais le transport la suit de très près. Outre les voies routières, qui sont actuellement en cours d'asphaltage et d'extension, il y a trois principaux modes d'acheminement des marchandises et de déplacement des personnes, dans et en dehors du pays: par voie aérienne, par chemin de fer et par voie fluviale. Dans le cas du Soudan du Sud, pays sans accès à la mer, le transport aérien est le plus efficace mais il est aussi le plus onéreux des trois modes de transport. «Nous y travaillons comme nous le faisons pour les routes, mais il ne peut pas offrir autant, sauf pour les trajets à travers l'Ouganda et le Kenya,» explique Agnès Poni Lokudu, Ministre des Transports. «La plupart de nos produits arrivent pas avions et passent par l'Ouganda, en provenance des pays voisins. Etant moins chers, le transport par voie fluviale et le transport ferroviaire seraient plus rentables, nous avons pourtant constaté qu'il n'avait pas été prêté attention à notre ligne de chemin de fer.»

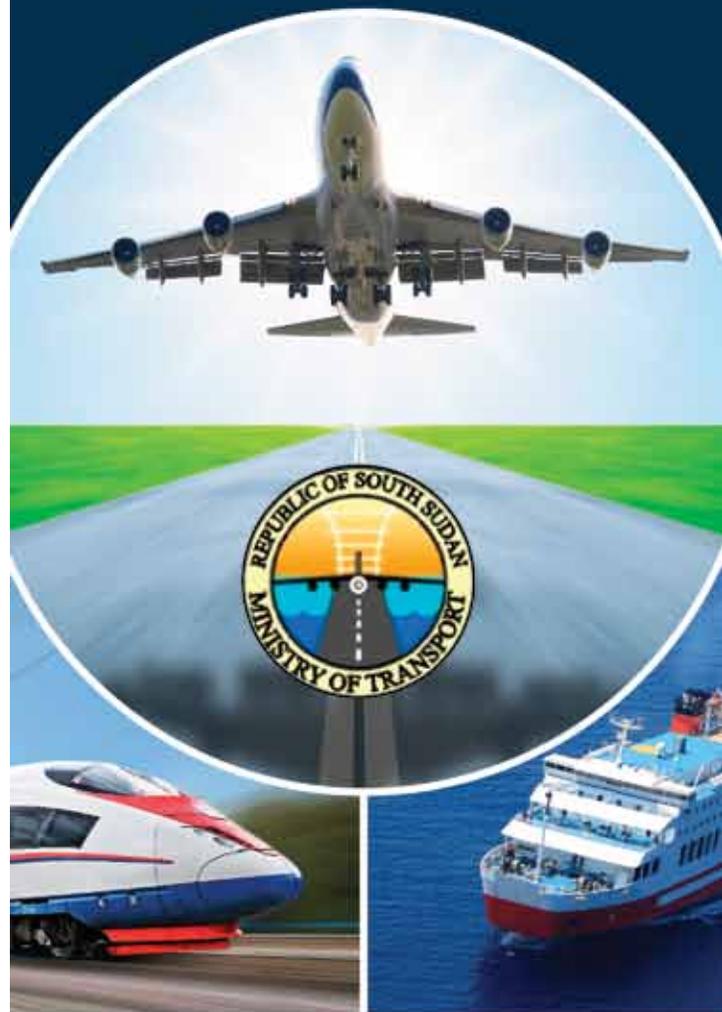
Ces deux modes de transport ont fortement dépendu du Soudan, puisque la ligne ferroviaire de Khartoum termine à Wau, qui est à plus de 500 kilomètres de Juba. De même, les barges fluviales reliant Juba à Kosti au Soudan, d'où ils proviennent, sont peu nombreuses et peu fréquentes, et ont été surchargés par les près de 300.000 soudanais du sud qui souhaitent revenir dans leur patrie avant la date limite d'avril 2012. Le ministère des Transports avait en fait entrepris l'achat de ses propres bateaux. «Pour commencer, nous avons débuté la formation des personnes à la conduite de nos embarcations fluviales,» précise la Ministre. «Nous avons un équipement emballé et prêts qui attend aux Pays-Bas, mais nous ne pouvons simplement pas nous le permettre à l'heure actuelle.»

Le programme prévoit aussi de nouvelles lignes ferroviaires avec une orientation sud-est: deux depuis le Kenya – jusqu'à la zone pétrolière de Jonglei et jusqu'à Juba – et une autre depuis l'Ouganda aboutissant à Nimule. «Le Kenya a indiqué qu'ils finiront leur partie du projet de ligne ferroviaire LAPPSET depuis Lamu jusqu'aux frontières. Nous construirons alors le nôtre, tout du long jusqu'à Lokichogio.» Mais l'accent est mis principalement sur l'amélioration des aéroports. L'extension de l'aéroport de Juba est déjà en cours, pour une somme de 78 millions de dollars, et vise à gérer l'accroissement rapide du nombre de passagers, passés de 500 par mois à 2.000 actuellement. Un nouveau terminal international est attendu pour mai 2012. L'aéroport de Malakal acquerra ensuite un statut international, puis, l'aéroport de Wau devrait subir des réparations. Enfin un nouvel aéroport, Tali international, sera destiné à devenir plate-forme aérienne lorsque Ramciel deviendra la capitale.

Le gouvernement parviendra-t-il à transporter les bénéfices de la liberté jusqu'aux villes et villages de l'ensemble du territoire? La Ministre des Transports estime qu'avec du temps et l'investissement étranger, le moindre développement se fera sentir. «S'il y a abondance de biens alimentaires sur le marché et si la route est facile à emprunter et l'hôpital bien équipé, alors ce gouvernement aura gagné le cœur des citoyens.»

TRANSPORTING SOUTH SUDAN TO THE 21ST CENTURY

REPUBLIC OF SOUTH SUDAN
MINISTRY OF TRANSPORT



We are committed to improve our people's quality of life and ensure a prosperous future for South Sudan by developing a fast, safe, efficient and accessible transportation system.

With opportunities in air, rail and river transportation that exceed investors' expectations, the Ministry of Transport welcomes strategic partners to participate in South Sudan's economic transformation.

Retour aux sources pour la révolution verte

«La République du Soudan du Sud est un pays béni,» déclare la Ministre de l'Agriculture et des Forêts, Dr. Betty Achan Ogwaro. Son optimisme est tout à fait justifié. La plupart du territoire est très fertile et 50 pour cent sont des terres agricoles de première qualité qui peuvent fournir trois récoltes par ans. «Nous avons une ceinture verte qui couvre la plupart des Etats de l'Equatoria et s'étend jusqu'à l'Etat du Bahr el Ghazal occidental, avec 2.000 mm de précipitation par an. Ensuite, il y a les plaines orientales et occidentales et la région entourant le lac No avec un taux très élevé de production. Sept des dix Etats sont recouvert d'acacias qui produisent la précieuse gomme arabique et cinq Etats ont des arbres à beurre de karité Lulu.»

L'agriculture a longtemps été le principal moyen d'existence des soudanais du sud. A présent, le pays retourne à ses racines, non seulement pour produire sa propre nourriture mais surtout pour devenir un exportateur net. Le ministère se consacre très activement à l'élaboration, l'adoption et la mise en œuvre de politiques couvrant tout les domaines, depuis la productivité des semences et la diversité des cultures jusqu'aux programmes de formation des agriculteurs et au micro-financement avec des fonds américains. L'Union européenne finance des routes nationales pour améliorer l'accès au marché et relance également la production de riz sur plus de 2.000 hectares à Aweil, un projet initié il y a cinq ans, avec les exploitants locaux en tant que producteurs. Dans l'Etat du Nil Supérieur, le projet Renk pour le blé dur est aussi revitalisé: le gouvernement accorde des parcelles aux agriculteurs et la Banque agricole fournit la location de tracteurs, des semences et des crédits pour l'exploitation.

«Nous avons trois récoltes qui fournissent les aliments de base du Soudan du Sud: le sorgho, consommé dans les dix Etats; le maïs, très populaire dans l'Equatoria; et le riz.» Selon la Ministre, une fois les besoins des consommateurs locaux satisfaits, ces récoltes peuvent facilement être exportées vers des pays voisins. «Le manioc est très populaire dans l'Afrique de l'Est. Notre plus value est que les sociétés productrices de bière ont découvert qu'elles peuvent produire une très bonne bière à partir du manioc. La South Sudan Beverages Limited travaille déjà avec nous sur cet aspect. Nous avons la meilleure des terres pour cultiver la cane à sucre et nous débutons un projet à Mangala avec le groupe ougandais Madhvani.»

L'irrigation est le prochain défi à relever, en particulier pour le Ministre des Ressources en Eau et de l'Irrigation, Paul Mayom Akek. «Le ministère de l'Agriculture prépare le terrain, choisit le type de culture et nous demande ensuite de fournir les volumes d'eau nécessaire pour assurer le succès des récoltes,» explique-t-il. «Nous sommes prêts à fournir les techniques et l'eau requises. Il nous faut une irrigation renforcée pour combler les lacunes et nous permettre de sortir du déficit alimentaire.» Le financement de la révolution verte reste une tâche majeure, en particulier si l'on souhaite mettre sur pied une agriculture à grande échelle. L'adhésion de la République du Soudan du Sud à l'Accord de Cotonou permettra la mobilisation d'une assistance renforcée pour le développement agricole sur la période 2014-2020. Des demandes ont été adressées à l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et au Fonds International de Développement Agricole (FIDA). Etape par étape, le pays commence doucement à cultiver son potentiel pour devenir le prochain jardin potager de l'Afrique.

**FINANCING
YOUR
FUTURE**



Republic of South Sudan
Ministry of Finance & Economic Planning

Industrialiser les dividendes de la paix

La paix au Soudan du Sud a d'ores et déjà considérablement stimulé le commerce régional. Les exportations du Kenya au Soudan du Sud ont doublé depuis 2005, atteignant 157,7 millions de dollars, et des chiffres similaires émanent de l'Ouganda voisin. Mais Garang Diing Akuong, le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Investissement, veut inverser les tendances de l'importation en revitalisant le secteur industriel afin de produire les biens répondant aux besoins locaux et régionaux. «Nous importons la farine de maïs, alors que la République du Soudan du Sud dispose d'un grand potentiel dans la culture du maïs en grain. Nous avons la terre, nous avons l'eau et nous pouvons cultiver des légumes et des fruits de toutes sortes au Soudan du Sud. Nous avons des plantations de café, de thé et de coton. Et ce sont ces agro-industries que nous devons relancer.»

Le Ministre indique qu'un cadre réglementaire est en cours d'élaboration, en collaboration avec le ministère de la Justice, pour créer la première loi industrielle du pays. Les industries étrangères ont néanmoins déjà investi dans le potentiel sud-soudanais, avec notamment deux brasseries, plus de dix entreprises de mise en bouteilles de l'eau et trois compagnies de télécommunication – un secteur en pleine explosion au Soudan du Sud, maintenant que davantage de personnes font appel aux services de communication et d'internet. «Beaucoup des taxes qui auraient dû augmenter avec ces industries resteront à zéro pendant un certain temps, de manière à les laisser se développer avant de commencer à percevoir des impôts,» précise G. Diing Akuong, ajoutant que les autres recettes fiscales non pétrolières ne s'élèvent actuellement qu'à 25 millions de dollars.

«L'industrie manufacturière représente un grand potentiel au Soudan du Sud» poursuit le Ministre, «et plus spécialement les raffineries de sucre, les fabriques de vêtements et les cimenteries. Ces industries ont besoin d'être reconstruites et nous sollicitons les investisseurs, soit à travers des investissements directs (IED), soit via des partenariats public-privé que le gouvernement encourage vivement. Nous devons construire une cimenterie parce que la République du Soudan du Sud évolue rapidement et à un rythme soutenu, ce qui donne au ciment un rôle particulièrement important, pour la construction des routes, des logements, des ponts et de tout ce qui s'en suit.» Actuellement, un sac de ciment importé est vendu à 50 dollars, trop cher pour le faible revenu des citoyens sud-soudanais. Les producteurs éthiopiens, tels que la National Cement Share Company ou Derba Midroc, ont déjà exprimé leur intérêt concernant la création d'une unité de production au Soudan du Sud.

«Notre principal problème est l'énergie,» admet le Ministre. «Si nous ne disposons pas d'énergie durable et à faible coût, il sera difficile d'encourager les grosses industries à se développer au Soudan du Sud. Si nous construisons une seule centrale hydroélectrique ou un seul barrage, la production d'énergie sera alors stimulée, encourageant considérablement l'investissement dans le pays.»

En brassant l'investissement

La présence étrangère la plus visible au Soudan du Sud est celle des brasseries sud-africaines SABMiller, la deuxième entreprise mondiale de boissons, ayant mis en place à Juba des installations de 37 millions de dollars. Le 1er mai 2009, après deux décennies de loi islamique imposée par Khartoum et interdisant l'alcool, la South Sudan Beverages Limited (SSBL), un membre de la SABMiller, introduisait sur le marché la première bière

du pays produite localement: la White Bull Lager. Après avoir évalué le marché potentiel durant l'état de pré-indépendance du pays, Ian Alsworth-Elvey, le Directeur général de la SSBL avoue que l'investissement «en valait la chandelle». «Notre analyse des divers scénarios nous a confortés sur le fait que, quoi qu'il arrive, nous serons en mesure de continuer à poursuivre nos activités.»

En octobre 2009, la SSBL avait également introduit sur le marché des boissons gazeuses non alcoolisées et, en avril 2011, elle investissait un complément de 18,5 millions de dollars pour doubler la capacité de production de bière, atteignant ainsi un investissement global de 71 millions de dollars. «Nous avons débuté un programme, avec l'O.N.G. agricole locale FARM-Africa, qui nous aide à développer 500 petites exploitations qui cultiveront le manioc pour la production de la bière blonde,» indique Alsworth-Elvey, ajoutant que pour chacun des 457 employés de la SSBL, on compte «45 adultes employés dans la distribution et les secteurs de vente au détail de nos produits.»

Le défi majeur de la SSBL reste l'infrastructure routière qui perturbe la distribution de ses produits, bien que le Directeur général ait pu constater une nette amélioration depuis son arrivée en 2006. «Du côté positif,» ajoute M. Alsworth-Elvey, «il y a le régime fiscal favorable, les courts délais d'installation – "tu peux ouvrir une entreprise en quinze jours". Ce que j'admire le plus c'est la façon dont les gens ont appréhendé ce changement rapide. La façon dont ils soutiennent ce qui, selon eux, est susceptible d'améliorer leur vie est absolument phénoménale.»

Growing Together in Trust

EQUITY
Bank • Your Listening, Caring Partner

**Local - Regional
Global Knowledge**

SOUTH SUDAN'S PARTNER IN DEVELOPMENT

Equity Bank South Sudan Limited
Head Office, Equity Plaza, BCB Junction
P.O. Box 349, Juba, South Sudan
Tel: +211 977 344 000, 955 333 346, 929 222 202
www.equitybank.co.ke

**BRANCHES: JUBA - HAI MALAKAL - YEI - YAMBIO - BILPHAM
OPENING SOON: Torit - Kajokeji - Nimule - Bor - Malakal - Wau**

Education et santé: combler les lacunes

L'éducation et la santé de la population se trouvent au cœur du développement économique et social de toute nation. Après des années de rupture, le Soudan du Sud rencontre aujourd'hui la chance de pouvoir rétablir ces secteurs clefs. «Les bienfaits de la paix peuvent être facilement concrétisés par la prestation de services,» observe très justement le Ministre de la Santé, le Dr. Michael Milly Hussein. «C'est à de tels changements dans leur vie que les gens s'attendent. Ils veulent des services de santé et d'éducation de qualité. Deux domaines qui représentent de réels défis.»

Le programme de développement du secteur de la santé vise tout d'abord à augmenter l'accessibilité aux soins de santé primaire. M. Milly Hussein précise que «cette méthode est mondialement reconnue comme la plus efficace pour assurer les soins de santé, en particulier dans une situation comme la nôtre, où 75 pour cent de la population est rurale.» Les priorités sont l'accroissement de la vaccination et une forte amélioration des soins maternels. Depuis 2005 et jusqu'à aujourd'hui, le Soudan du Sud a mis en place 1.076 centres de soins de santé primaire dans tout le pays, une réussite notable.

La stabilité a également considérablement amélioré la vaccination des enfants contre la poliomyélite, la diphtérie et la rougeole, de sorte que, durant les trente-deux derniers mois, aucun cas de la poliomyélite n'a été répertorié. La malnutrition, la malaria et la tuberculose demeurent cependant un problème majeur, tout comme le manque de personnel médical qualifié. «Cent-vingt médecins sont en cours de recrutement, alors que quarante-quatre poursuivent des études universitaires supérieures. Si tout va bien, tous les ans, voire tous les deux ans, nous aurons au moins cinq à six spécialisations couvertes. Dans les trois années à venir, nous

auront à former à la gestion des centres médicaux un nombre identique de personnes,» explique le Ministre de Santé.

Le secteur éducatif vit également un changement important, puisque le système repose toujours sur «une révolution de l'enseignement supérieur» mise en œuvre par Khartoum en 1990 et sur la base de laquelle des universités ont été fondées dans chaque Etat du Soudan. Le Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Science et de la Technologie, le Dr. Peter Adwok Nyaba, estime que cela a été réalisé «aux dépens de la qualité. Il y a eu une baisse importante du niveau académique dans tout le pays.» Après l'indépendance, de nouvelles politiques ont été adoptées afin de «remplacer la quantité de l'enseignement supérieur par la qualité et de fonder nos critères de développement sur l'excellence et la pertinence sociale.»

Cette année, la Loi relative à l'Enseignement supérieur a ouvert la voie à la création de nouveaux campus, puisque les universités avaient été créées dans des établissements destinés à l'enseignement secondaire, sans laboratoire, sans amphithéâtre, ni bibliothèque. «L'éducation suivait une orientation islamique, que nous sommes en train de changer totalement. Notre société est pluri-ethnique et pluri-religieuse et nous souhaitons développer un enseignement supérieur inclusif, accessible à tous.» La réalisation des campus de cinq universités du Soudan du Sud, qui accueillent 12.000 étudiants, nécessite 2,5 milliards de dollars. En coopération avec l'UNESCO, ils seront reliés à un réseau de fibre optique afin de diffuser les manuels numérisés. «Nous voudrions que l'enseignement supérieur puisse contribuer à la stabilité, éclairer notre peuple et créer une prise de conscience plus sociale, pour établir la paix.»

The power of transformation

Recognizing that power is a key element of South Sudan's transformation into a modern nation, the Ministry of Electricity & Dams is committed to investing in generation, transmission and distribution of electricity. Taking advantage of our nation's water and petroleum resources, our energy strategy focuses on hydroelectric and thermal power with a view to achieve sustainable economic development and improve health and education.



MINISTRY OF ELECTRICITY & DAMS
REPUBLIC OF SOUTH SUDAN

Buluk near Radio Juba

Tourisme et vie sauvage de luxe

En 2007, un recensement aérien conduit par la U.S. Wildlife Conservation Society (la WCS, Société américaine de conservation de la faune et de la flore sauvage) a signalé une migration spectaculaire de troupeaux en pleine expansion dans la région de Boma-Jonglei, l'écosystème le plus grand et le plus intact de la savane est-africaine. Plus de 1,3 million de cobes à oreilles blanches, d'antilopes africaines et de gazelles mongalla, ainsi qu'environ 8.000 éléphants se déplacent chaque année à travers les zones humides du Sudd et le Parc national de Boma.

«La République du Soudan du Sud accueille la deuxième des plus importantes migrations de mammifère au monde» confirme le Dr. Paul Elkan, Directeur du programme sud-soudanais de la WCS. «C'est un produit éco-touristique de niveau mondial, tout comme l'est la forêt de montagne d'Imatong, une vaste zone abritant une biodiversité particulièrement riche et sensible et l'une des dernières régions vierges de la planète.» Le Dr. Elkan indique qu'à l'heure actuelle, le pays dispose de quelques années pour adopter une stratégie de développement écologique pour la sauvegarde de la vie sauvage et des habitats. La WCS a coopéré avec le gouvernement de la République du Soudan du Sud pour protéger, délimiter et développer les riches réserves, parcs et territoires sauvages du pays.

«Le tourisme et la vie sauvage sont comme les deux revers d'une même médaille, ils se complètent», explique Gabriel Changson Chang, Ministre de la Protection de la Vie Sauvage et du Tourisme. «En mars, nous ouvrirons le siège des gardes forestiers à Boma. Nous souhaitons disséminer ces centres de gardes forestiers à travers le pays, dans les Parcs nationaux, pour atteindre deux objectifs: d'une part, la protection de la faune et de la flore, ainsi que de leurs habitats et, d'autre part, le renforcement des efforts du gouvernement pour assurer la sécurité des personnes.»

En 2009, le Parc national de Boma a été confié, à des conditions préférentielles, à la Al Ain International Wildlife, qui intervient dans un zoo des Emirats Arabes Unis. «Ils y ont développé un très beau Lodge avec plus de cinquante chambres,» précise le Ministre. «Partout où des sociétés investissent dans le tourisme, nous recommandons un certain nombre de critères afin que le projet puisse bénéficier aux communautés locales, pour fournir de l'eau potable, l'éducation primaire et les services de santé. Notre politique est de regrouper la population de ces régions dans un village moderne où ces services leurs seront offerts.» Al Ain a entamé la construction d'une école et d'un centre médical, ainsi que la réalisation de forages pour l'eau. Au Lodge, en plus du campement de safari haut-de-gamme, une piscine et une grande salle de réunion sont en projet. «Boma sera notre vitrine pour mettre en valeur la République du Soudan du Sud,» ajoute G. Changson Chang.

Les infrastructures touristiques pourraient contribuer à l'évolution des jeunes. Le Ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Sports, le Dr. Cirino Hiteng Ofuho, a également proposé un plan ambitieux «pour la construction de villes sportives dans l'ensemble des dix États.» Comportant un stade, un gymnase, une piscine, un court de tennis et 150 à 200 chambres d'hôtel, l'ensemble de ces complexes sportifs coûteraient plus de 1,5 milliards de dollars. «La République du Soudan du Sud constitue une société très variée, avec différents langages et traditions culturelles, et nous sommes là pour y développer une identité nationale,» énonce le Ministre. «Les sports, le théâtre, la musique et les activités culturelles peuvent jouer un rôle majeur dans la recherche de l'harmonie. J'espère que le Soudan du Sud, le Kenya, l'Ouganda et l'Éthiopie pourront accueillir en commun la prochaine Coupe d'Afrique des Nations, prévue en 2018.»

Les sports d'aventure et le tourisme culturel représentent des potentiels supplémentaires, avec notamment le Nil et ses rapides, près de Nimule, excellents pour le rafting. Juba est en train de devenir

une destination touristique animée pour les sociétés investissant dans l'avenir du Soudan du Sud. Elle est encore un terrain vierge pour les hôtels d'affaires 5 étoiles et les centres de conférences répondant aux critères internationaux. «Notre politique prévoit d'inciter le gouvernement à prélever une taxe de 2 pour cent sur les revenus des hôtels et des restaurants,» mentionne Gabriel Changson Chang. «Elle servira à la promotion du tourisme et au développement du secteur hôtelier. Nous avons besoin de former le personnel hôtelier et le personnel de restauration pour apporter aux touristes un service répondant aux critères internationaux.»

M. Changson Chang indique que certains tour-opérateurs se sont renseignés pour d'éventuels safaris spécialisés. «Notre politique est de ne pas autoriser la chasse au Soudan du Sud,» affirme le Ministre de la Protection de la Vie Sauvage et du Tourisme. «Que cela ne les décourage pas à venir au Soudan du Sud, parce qu'on peut y faire des choses bien plus merveilleuses que de tuer la faune sauvage.» Il envoie le même message à ses concitoyens. «Je vous demande d'être bienveillants envers notre faune parce que c'est grâce à elle que vous obtiendrez des occasions de développement, des emplois et des services – tout vous sera apporté sur place.» Le Ministre ajoute que la vie sauvage est un luxe, un atout qui, s'il est bien géré, constituera pour la République du Soudan du Sud une possibilité formidable de revenus durables. «Ne jouons pas avec elle. Préservons-la.»

Produit par:

World
Profile Group

www.worldprofilegroup.com



Refreshing a new nation

SSBL is proud to be the first and only brewery in South Sudan dedicated to producing the finest beers and beverages for the enjoyment of all in the country.



Freshly brewed and bottled for your enjoyment.

Plot 1, Kolalomro Site, Private Bag, Juba
Tel: +211 (0) 922 013 226

«Notre but est de donner à nos enfants ce que la guerre nous a enlevé: la paix, l'état de droit, la sécurité alimentaire, la santé, une bonne éducation, l'eau courante, l'eau propre, l'électricité et la possibilité de rechercher bonheur et prospérité.»

Salva Kiir Mayardit, Président de la République du Soudan du Sud

«L'objectif stratégique est la paix avec le Soudan. Non seulement cela doit perdurer, mais cela doit aussi être valorisé, afin que les relations puissent se renforcer à l'avenir. Je pense que la paix est un élément économique très important.»

Deng Alor Kuol, Ministre des Affaires du Gouvernement

«L'objectif à présent est de maintenir la stabilité, de promouvoir la démocratie, la gouvernance et l'état de droit, de respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales.»

Susan D. Page, Ambassadrice des Etats-Unis au Soudan du Sud

«La stabilité et le système démocratique soutiennent notre économie de marché libre et cela a déjà encouragé certains investisseurs à venir au Soudan du sud. Les nouveaux investisseurs y sont tout à fait en sécurité, comme peuvent en témoigner les multinationales déjà présentes.»

Garang Diing Akuong, Ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Investissement

«Nous avons les ressources nécessaires pour réaliser l'équité économique et sociale, une société qui souhaite utiliser ses ressources humaines et matérielles afin d'accéder à la prospérité pour tous, indépendamment de la race, de l'appartenance ethnique ou de la religion. Nous souhaitons représenter, à l'échelle du microcosme, la nouvelle image de l'Afrique toute entière.»

Nhial Deng Nhial, Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale

«Il ne suffit pas de dire que l'on est indépendant. Etre indépendant signifie contrôler ses propres réserves.»

Kosti Manibe Ngai, Ministre des Finances et de la Planification Économique

«Bientôt, les ressources pétrolières nous aideront à construire des écoles, à améliorer les équipements et les services, et à investir dans l'agriculture, l'élevage, le tourisme, l'infrastructure et l'énergie.»

Stephen Dhieu Dau, Ministre du Pétrole et des Mines

«Nous avons besoin d'amis et, si les amis viennent ici pour construire, je peux vous garantir que la République du Soudan du Sud deviendra une jeune nation très responsable, à l'échelle du continent et de la région.»

Dr. Barnaba Marial Benjamin, Ministre de l'Information et de la Radiodiffusion

«Si je dois fournir des services pour assurer la sécurité, il faut qu'ils soient accessibles. Si vous voulez fournir des services de santé et l'éducation, alors vous avez besoin de routes pour y accéder, le reste suivra.»

Gier Chuang Aluong, Ministre des Routes et des Ponts



«Nous sommes toujours fiers d'être sud-soudanais et, étant donnée notre histoire, nous sommes fiers de ce que nous avons réalisé jusqu'ici. Mon ambition maintenant est d'avoir une capitale moderne qui facilitera le développement politique, économique et culturel de ce pays.»

Jema Nunu Kumba, Ministre du Logement et de l'Aménagement du Territoire

«S'il y a abondance de biens alimentaires sur le marché et si la route est facile à emprunter et l'hôpital bien équipé, alors ce gouvernement aura gagné le cœur des citoyens.»

Agnes Poni Lokudu, Ministre des Transports

«La République du Soudan du Sud est un pays béni. Nous avons une ceinture verte, avec 2.000 mm de précipitation par an. Ensuite, il y a les plaines orientales et occidentales et la région entourant le lac No avec un taux très élevé de production.»

Dr. Betty Achan Ogwaro, Ministre de l'Agriculture et des Forêts

«Nous sommes prêts à fournir les techniques et l'eau requises. Il nous faut une irrigation renforcée pour combler les lacunes et nous permettre de sortir du déficit alimentaire.»

Paul Mayom Akec, Ministre des Ressources en Eau et de l'Irrigation

«Les bienfaits de la paix peuvent être facilement concrétisés par la prestation de services. C'est à de tels changements dans leur vie que les gens s'attendent. Ils veulent des services de santé et d'éducation de qualité.»

Dr. Michael Milly Hussein, Ministre de la Santé

«Notre société est pluri-ethnique et pluri-religieuse et nous souhaitons développer un enseignement supérieur inclusif, accessible à tous.»

Dr. Peter Adwok Nyaba, Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Science et de la Technologie

«À long terme, nous essayons de construire un grand barrage sur le Nil Blanc à Bedden. Il pourrait fournir 400 à 540 MW, suffisamment d'énergie pour tout le pays, à un coût estimé à 1,4 milliards de dollars.»

David Deng Athorbei, Ministre de l'Electricité et des Barrages

«Partout où des sociétés investissent dans le tourisme, nous recommandons un certain nombre de critères afin que le projet puisse bénéficier aux communautés locales, pour fournir de l'eau potable, l'éducation primaire et les services de santé.»

Gabriel Changson Chang, Ministre de la Protection de la Vie Sauvage et du Tourisme

«Les sports, le théâtre, la musique et les activités culturelles peuvent jouer un rôle majeur dans la recherche de l'harmonie. J'espère que le Soudan du Sud, le Kenya, l'Ouganda et l'Ethiopie pourront accueillir en commun la prochaine Coupe d'Afrique des Nations, prévue en 2018.»

Dr. Cirino Hiteng Ofuho, Ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Sports

«La Banque centrale n'a aucun rôle direct à jouer dans la création d'emplois, mais elle peut y contribuer en développant une politique soutenant le secteur privé comme moteur de croissance et de développement.»

Kornelio Koriom Mayik, Gouverneur de la Banque du Soudan du Sud



«Si nous arrivons à faire fonctionner le solaire, la géothermie et l'hydraulique, le Soudan du Sud pourra vraiment se développer dans tous les domaines.»

Beck Awan Deng, Directeur Général de South Sudan Electricity Corporation

«En impliquant des entreprises compétentes, ayant de l'expérience dans la gestion des réserves de pétrole, nous pourrions augmenter et maximiser la valeur de ces réserves. Quelque soit le bénéfice que nous tirons du secteur énergétique, il revient au peuple de la République du Soudan du Sud.»

Paul Adong Bith Deng, Directeur Général de Nile Petroleum Corporation

«Nous sommes heureux d'avoir un impact positif sur le développement de ce pays. Beaucoup d'autres devraient se joindre à nous pour aider les sud-soudanais à réaliser leur rêve.»

Paul Gitahi, Directeur Exécutif de l' Equity Bank Soudan du Sud

«Ce pays a, sur la table, les priorités pour chacun de ses domaines d'intérêt: infrastructures, agriculture, industrie manufacturière. Nous avons considéré tous les secteurs, prenant en compte depuis la micro-entreprise et la PME jusqu'aux services bancaires destinés aux entreprises.»

John Kimanathi, Directeur Général de la KCB-Soudan du Sud

«Ce que j'admire le plus c'est la façon dont les gens ont appréhendé ce changement rapide. La façon dont ils soutiennent ce qui, selon eux, est susceptible d'améliorer leur vie est absolument phénoménale.»

Ian Alsworth-Elvey, Directeur Général de la South Sudan Beverages Limited

«Nous recherchons des personnes susceptibles de transférer la connaissance, par exemple dans les domaines de la construction ou de l'agriculture. Israël a montré de l'intérêt et la Norvège a fait de grandes choses pour cette nation en termes de développement, d'assistance, de sécurité et même d'éducation. Les États-Unis représentent également un acteur important ici et les gens les considèrent avec respect.»

Ukal Kawang Julu, Directeur des Services aux Investisseurs, Autorité d'Investissement du Soudan du Sud

«C'est l'un des plus grands et des plus rapides processus de mise en place de structures étatiques que nous n'ayons jamais vu. [...] Une transformation à travers laquelle des ministères sont mis en place, des organisations gouvernementales sont mises en place et s'affirment dans le partage des rôles.»

George Conway, Directeur du Bureau du Soudan du Sud, Programme des Nations Unies pour le Développement

«Alors que la saison des pluies approche, des gens se trouvent encore dans des camps de réfugiés, avec des moyens de survie très limités et de rares ressources en eau. Le CICR demeure très inquiet en ce qui concerne la situation humanitaire.»

Ewan Watson, Délégué à la Communication du Comité International de la Croix Rouge

SOUDAN DU SUD

État d'Indépendance

Publié dans

Newsweek

7 MAI 2012